

Si l'on veut que réussisse le plan du Secrétaire général, il est particulièrement important que les pays à fort excédent en compte courant prennent des mesures fermes pour ramener ces déséquilibres à des limites acceptables par des moyens qui permettront la croissance des exportations des autres pays. L'élimination des entraves au commerce est une façon particulièrement utile d'atteindre cet objectif parce qu'elle favorise l'efficacité en même temps que la croissance. Du même coup, les pays dont les déficits en compte courant s'expliquent en bonne partie par leurs importations pétrolières peuvent se doter de meilleures politiques énergétiques visant à rééquilibrer leur balance des paiements et à rationaliser l'utilisation de leurs ressources.

Les déséquilibres du compte courant-excédent ou déficit, qui ne sont pas corrigés par des apports soutenus de capitaux peuvent également avoir une influence perturbatrice sur les marchés des changes. La persistance de fluctuations importantes du taux de change ne fait qu'accroître l'incertitude des hommes d'affaires ainsi que les pressions en faveur d'une intervention de l'état; par ailleurs, elles sont un mécanisme nécessaire d'ajustement international aux différents taux d'inflation, à l'évolution de la conjoncture commerciale et aux mouvements de capitaux à long terme. Aussi, toute politique d'intervention ne devrait pas viser davantage à réduire les variations désordonnées à court terme. C'est là, en fait, la politique du Canada. Toutefois, les déséquilibres de la conjoncture économique intérieure se reflètent dans les fluctuations des taux de change, et ce sont justement ces déséquilibres structurels qui doivent être éliminés si l'on veut assurer la stabilité du marché des changes.

Un élément essentiel du programme proposé par le Secrétaire général veut que les membres ici présents réaffirment leur confiance dans l'utilisation de politiques micro-économiques qui favoriseront un redressement positif. Comme je l'ai déjà mentionné, nous avons, pendant une période de croissance lente, le tendance à accepter toute solution à court terme qui permette de sauver des emplois et de maintenir la solvabilité des entreprises. Si elles protègent l'inefficacité et les opérations coûteuses, de telles mesures défensives auront toutefois une sérieuse incidence à long terme sur notre capacité à remonter l'échelle de la croissance. Le Canada a tenté, avec raisonnablement de succès, d'éviter les mesures qui freinent le changement structurel. Les programmes de notre politique d'embauche visent, par exemple, à encourager la mobilité professionnelle et géographique et à soutenir les revenus des chômeurs plutôt qu'à promettre la sécurité d'emploi à un poste et à un lieu donnés.